

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 29 octobre 2012

Des pigeons ? Non, des vautours !

Après les pigeons aux dents longues, voilà le grand patron Louis Gallois, ex président de la SNCF, puis PDG d'EADS et d'Airbus, qui fait part de ses exigences au gouvernement serpillière. Son rapport sur la « compétitivité », destiné à François Hollande, préconiserait, selon la presse, un « choc de compétitivité », comprenez des cadeaux massifs aux patrons. Un « choc » ? Au gouvernement on préfère parler de « pacte de compétitivité », non pas pour se distinguer des mesures proposées, mais pour les étaler dans le temps. Une sorte de choc... prolongé, en somme !

D'autres oiseaux de mauvais augure proposent eux aussi un « pacte ». Le lobby patronal l'Afep (Association française des entreprises privées) qui réunit tous les patrons du CAC 40, propose sans rire un « pacte pour relancer la croissance et l'emploi ». Ainsi, Sanofi qui détruit en ce moment même 1700 emplois et également membre du club, donne son avis sur la « relance de l'emploi ».

Cette relance « de l'emploi », exigerait d'après eux 30 milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales, et de « permettre aux entreprises de s'adapter aux aléas de conjoncture », c'est-à-dire de licencier et mettre au chômage technique plus facilement. L'emploi passerait donc... par les licenciements et le chômage ! Ces PDG et autres grands bénéficiaires des subventions de l'Etat, réclament aussi la baisse de 60 milliards d'euros des dépenses (sociales et en services publics) de l'Etat et la hausse de la TVA. Bref, ils veulent des milliards d'assistance pour eux, et l'austérité pour la population.

Le grand patronat en veut simplement toujours plus. Et pour cela, il nous déclare la guerre sociale, avec l'aide du gouvernement, comme dans toute l'Europe.

Austérité sans frontières

Mais cette offensive des capitalistes et des Etats ne passe pas sans réaction sur le continent. Le 18 octobre, c'était la grève générale en Grèce contre de nouvelles baisses des salaires et des retraites. Le 20 octobre, c'est au Royaume-Uni

que les travailleurs manifestaient massivement contre les coupes dans les dépenses sociales. Et samedi dernier, c'est Rome qui voyait défiler des milliers de personnes contre la politique d'austérité.

Dans tous les pays, de l'Espagne à l'Irlande, de la Grèce à l'Angleterre, tout comme en France, les gouvernements de gauche ou de droite s'entendent pour faire payer la population. De quoi manifester tous ensemble contre cette politique, comme le 14 novembre prochain suite à l'initiative des syndicats d'Espagne et du Portugal qui appellent ce jour-là à une grève générale, tant les attaques se ressemblent de part et d'autre des frontières.

Des patrons à l'offensive

PSA, Sanofi, Air France, Electrolux, Coca-Cola, Alcatel... on ne compte plus les plans de licenciements et de suppressions de postes. Les patrons n'attendent pas de récolter les fruits de leur lobbying de choc pour passer à l'offensive. La guerre sociale, ils l'ont déjà déclarée, ils demandent simplement au gouvernement de leur donner un peu plus la main.

Des attaques qui appellent à une contre-offensive généralisée de la classe ouvrière, pour imposer ses objectifs vitaux : l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous et l'augmentation des salaires et minima sociaux d'au moins 300 euros.

Préparons le choc en retour !

De toute façon, il n'y a même plus de place dans le calendrier pour manifester séparément. Ainsi, jeudi dernier, les travailleurs de PSA à Paris et de Sanofi à Lyon manifestaient contre les licenciements. Le même jour, c'était aussi la grève à la SNCF, et le lendemain, la grève d'Air France. Une simultanéité des mobilisations qui se fait au moins dans le calendrier, et qu'il s'agit désormais de faire réellement converger pour enfin faire reculer un patronat plus arrogant que jamais.

Pour les patrons, ce sera un choc, mais s'il y a quelque chose qu'ils n'ont pas volé, c'est bien cela.

Petites économies, grosse chaleur et énormes radins

Lundi dernier au Bâtiment 8, c'était la canicule après l'heure ! En effet, la direction avait décidé de couper le groupe froid de la climatisation pour faire quelques pauvres économies. Conséquence : la moindre journée un tant soit peu ensoleillée s'est transformée en conditions de travail intenable. Avec la saison hivernale qui pointe son nez la direction aura encore l'occasion de montrer sa pingrerie en oubliant de rebrancher les radiateurs par simple omission pécuniaire.

À l'impossible nul n'est tenu, on rentrera là où c'est chauffé... c'est-à-dire chez nous !

On attend toujours les infos...

Après avoir fait miroiter pendant des mois le contenu de l'alliance PSA/GM, la souris a fini par accoucher. Suite aux annonces de jeudi dernier, où c'est la presse qui exposait les plateformes de véhicules partagées entre PSA et Opel, la direction s'est fendue de réunions sur chaque site pour nous informer. Finalement, à part nous réexpliquer que rien ne va, les grands pontes n'ont rien voulu lâcher sur ce qui nous importait le plus : quelles équipes de R&D seraient mobilisées, quels véhicules fabriqués sur quels site ? En bref : à quelle sauce ils espèrent nous manger ?

À Opel ou PSA, les salariés doivent se préparer à se défendre car quand les grands patrons mijotent leurs petits plats, il n'en ressort jamais rien d'bon, ce ne sont pas nos collègues d'Aulnay et de Rennes qui diront le contraire...

Fermeture ou pas, seule la lutte payera !

Au CCE du 25 octobre, la direction de PSA peut prétendre avoir « débloqué » la situation en sa faveur. Les négociations sur la fermeture du site d'Aulnay auront donc lieu quelques semaines avant le rendu officiel du rapport SECAFI, censé être un préalable à toutes décisions de fermeture. Toutefois, l'objectif officiel du CCE – imposer le « prêt » temporaire de personnel sur les sites de Rennes et d'Aulnay pour mieux les vider – est (provisoirement) remballé.

Si les syndicats n'ont donc aucune raison de se réjouir d'un droit de négocier une fermeture au profit de la direction, le CCE ne s'est pas tout à fait passé selon les vœux de celle-ci.

Mais, ne nous y trompons pas : que ce soit contre la fermeture du site ou pour imposer des conditions de départs décentes, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs luttes, non seulement avec tous les autres salariés de PSA, car aucun n'est à l'abri, mais aussi en se coordonnant avec tous les autres menacés de licenciement.

À PSA, Faurecia et partout ailleurs !

Jeudi 25 octobre, pendant que 300 salariés de PSA manifestaient à Grande Armée, où se déroulait le CCE, une soixantaine d'ouvriers d'Aulnay se rendaient à Faurecia dans l'Oise, où des emplois sont menacés. Ils

y ont été accueillis avec enthousiasme par ceux de Faurecia qui ont arrêté le travail pour les recevoir.

Encore une étape vers la nécessaire coordination des luttes, qui seule pourra faire reculer les licenciements.

L'État aux petits soins pour le licencié

L'État va garantir les emprunts de la banque PSA-Finance à hauteur de 5 à 7 milliards d'euros. Avec un bénéfice de 271 millions d'euros au premier semestre 2012, la filiale bancaire de PSA « n'est pas à proprement parler une banque malade », dicit *Le Figaro*. Quand PSA annonce la suppression de 8 000 postes en France, le gouvernement ne lève pas le petit doigt, mais s'apprête à mettre 7 milliards d'euros d'argent public en réserve pour « sauver » les actionnaires.

La violence, elle est du côté de la direction !

« Il a l'air d'aller bien ». C'est en ces termes (rapportés par *Le Figaro*) que la direction a parlé de son cadre d'Aulnay prétendument « séquestré » mercredi 17 par des salariés du site. Et l'article d'en rajouter sur la violence des ouvriers, par exemple face aux pauvres CRS du salon de l'Auto... armés jusqu'aux dents.

En réalité les salariés ont à juste titre été révoltés que la direction revienne sur un accord signé la veille au sujet du paiement des heures d'information syndicales. La direction voulait en plus les déclarer « grévistes » à chaque fois qu'elle arrêta elle-même les chaînes. Ils sont allés discuter à deux doigts des moustaches d'un cadre. Un coup de colère quand les emplois sont supprimés, quoi de plus normal ?

Ce mercredi-là, PSA a dû comprendre qu'à son petit jeu, elle n'était pas sûre de sortir toujours la tête haute.

Grève et manifestations des salariés d'Air France

Pour protester contre le plan « Transform 2015 », qui prévoit entre autre une baisse de 10 % des effectifs, près d'un millier de salariés d'Air France se sont mis en grève depuis vendredi dernier.

Malgré le service minimum mis en place par Sarkozy et confirmé par Hollande, qui contraint les grévistes à se déclarer 48 heures à l'avance et permet aux patrons de faire appel à des « volontaires » pour les remplacer, de nombreux retards ont été enregistrés.

À Air France comme ailleurs, contre les patrons rapaces, l'arme des travailleurs, c'est la grève !

Le Pacte des Loups

Face aux patrons qui pleuraient la bouche pleine, le gouvernement avait évoqué un « choc de compétitivité » qui devait consister en une baisse massive et brutale des cotisations patronales. Il a finalement annoncé qu'il n'y aura pas de « choc ». Ce sera juste un « pacte », et il se fera « en douceur », sur 5 ans. Alors que toutes les statistiques confirment que les inégalités n'ont jamais été aussi graves, on apprend donc que Hollande va consacrer son quinquennat à rendre les patrons plus riches.